



*Cabinet du Président*

**DISCOURS DE MONSIEUR LOÏG CHESNAIS-GIRARD,  
PRÉSIDENT DE LA REGION BRETAGNE,**

**Rennes, les 13,14 et 15 février 2023**

**Seul le prononcé fait foi**

Bretonnes, Bretons,

Chères collègues, chers collègues,

Permettez-moi en avant-propos et en votre nom de souhaiter un prompt rétablissement à Christian Troadec, notre collègue actuellement en convalescence. Vous dire aussi que je suis ravi de vous retrouver aujourd'hui, pour ce premier jour de session budgétaire.

L'an dernier, rappelez-vous, nous nous étions retrouvés au premier jour, le 24 février, hagards et atterrés, derrière nos masques, à l'annonce du retour de la guerre de haute intensité sur le sol européen. Depuis, l'Ukraine s'est enfoncée dans l'horreur, avec son cortège de conséquences géopolitiques et économiques. Les autoritarismes aux quatre coins du monde se sont renforcés et les droits humains, en particulier ceux des femmes, ont été diminués, pire, bafoués.

Sans surprise, le dérèglement climatique s'est fait encore plus présent et pressant. Il m'est pénible de faire ce constat sinistre, mais il faut le reconnaître, entre ces deux sessions budgétaires, le monde a connu de nouveaux bouleversements majeurs et l'onde de choc percute la Bretagne. Elle se traduit aujourd'hui jusque dans le budget de notre collectivité.

Car le monde est un village, aux peuples et nations entremêlés, et le temps de la mondialisation heureuse est refermé. Dans ce contexte incertain, il ne faut jamais nous départir de notre utopie universaliste, plus que jamais travailler au renforcement de la souveraineté européenne, à la protection de nos concitoyens face aux risques et surtout, surtout, investir dans la connaissance et l'éducation des adultes de demain.

Ni les colères, ni les peurs, ni les monstres d'enjeux qui se dressent devant nous ne doivent nous détourner de notre mission et de notre ambition. Et si nous voulons rester crédibles, il convient de ne jamais nous départir de notre cohérence, cohérence dans le temps et dans l'espace. Que les idées que l'on affirme à Bruxelles, à Paris ou ici en Bretagne puissent se renforcer mutuellement. Car le citoyen est certes riche d'identités et de convictions mêlées et contradictoires, mais séparer l'électeur européen, national et local en fonction des échéances ne peut que le perdre. Et faire le lit du populisme, que je combats chaque jour. [Au passage permettez-moi ici d'affirmer qu'il n'y a pas un populisme dangereux d'extrême droite et un populisme joyeux ou légitime d'ailleurs. Il n'y a qu'un populisme, Guronsan des candidats jouant sur les colères, venin toxique pour le pacte social.]

Chers collègues,

Ces incertitudes globales ont pour conséquence concrète une augmentation de toutes parts, des coûts comme des besoins, alors que nous le savons, les ressources de la collectivité vont baisser. Dans ce contexte, trouver l'équilibre peut s'apparenter à un véritable numéro de voltige. Mais avec l'intérêt général et le service public pour boussole, les contours de ce budget se sont dessinés nettement. Sans négliger l'importance de tous les sujets dont s'occupe la Région, les priorités sont là : assurer aux Bretonnes et aux Bretons des services publics accessibles et efficaces, et les conditions d'une vie digne, pour toutes et tous, sans discriminations.

Il était donc évident à mes yeux que la question de l'équité sociale soit centrale dans la construction de ce budget. Ainsi, si nous nous voyons contraints d'ajuster notre stratégie en augmentant la taxe sur les cartes grises, rare ressource fiscale qui bénéficie à la collectivité, et en recourant davantage à l'emprunt, c'est pour atteindre un niveau d'investissement sans précédent, qui permette à la Bretagne de rester solide et de garder son cap.

Malgré l'inflation, malgré la crise énergétique. Grâce à notre bonne gestion lors des précédents budgets, nous sommes en capacité d'absorber ces chocs et d'investir pour l'avenir de la Bretagne. Grâce à notre gestion saine et équilibrée, premier des actes politiques, nous ne sommes pas soumis aux chiffres, nous avons de la force, de la crédibilité et surtout, de la liberté pour prendre les décisions qui ont un impact sur la vie des Bretonnes et les Bretons.

Depuis un an, j'ai travaillé avec tous ceux qui ont manifesté leur disponibilité pour avancer ensemble car je crois en la force du collectif, la force des liens, pour relever le défi breton. Je salue ici leur initiative constructive. Dans cet hémicycle, nous formons un ensemble certes composite, mais mû par un désir commun pour la

Bretagne. C'est ce qui nous permet d'avancer, ensemble, dans le vacarme des conflits mondiaux et le tintamarre des dissonances nationales.

Nous ne sommes pas ici la caisse de résonance des disputes qui se jouent ailleurs.

Je sais que nous nous retrouvons dans cet hémicycle sur l'enjeu de la justice sociale. C'est pourquoi je ne doute pas que vous partagerez mon choix de ne pas aller chercher des recettes auprès de celles et ceux qui sont déjà dans une situation fragile. Les tarifs des cantines scolaires, comme des transports scolaires et ceux pour les jeunes et les usagers en situation de précarité n'augmenteront pas.

De même, l'épanouissement personnel et le plaisir d'être bretonne ou breton ne peuvent être les souffre-douleurs des finances contraintes de la collectivité. Les budgets de la culture, des sports et des langues de Bretagne seront préservés et même légèrement augmentés. L'enveloppe dédiée à l'égalité des droits sera sanctuarisée.

J'ai entendu les protestations ces dernières semaines ; ces budgets, grevés par l'inflation, amputés de leurs décisions modificatives, seraient en réalité en baisse. Cette lecture tend à décrédibiliser le message fort que j'adresse aux Bretonnes et aux Bretons. Dans la période tourmentée que nous traversons, d'autres ont choisi la facilité de piocher dans ces budgets. Ce n'est pas mon choix, on ne marchand pas avec ce qui participe de la construction de soi, et l'âme de la Bretagne.

Croyez-moi, j'aimerais produire des *gwenneien* d'or tous les matins pour abonder davantage tous les budgets, mais nous ne sommes pas dans un conte de Perrault, et nous faisons face aujourd'hui à 30 millions de surcoûts en énergie dans nos mobilités,

plus de 18 millions dans nos lycées... L'enveloppe de la collectivité ne grandit malheureusement pas au gré de nos envies, au demeurant, partagées.

Il faut par ailleurs garder à l'esprit que l'instabilité générale dans laquelle nous nous trouvons appellera nécessairement des ajustements rapides. Nous ne pouvons anticiper et prédire avec exactitude les évolutions que devront connaître les budgets de nos différentes politiques publiques durant l'année à venir. Il semble évident qu'ils devront être réévalués et éventuellement ajustés pour coller au plus près des besoins des Bretonnes et des Bretons.

Il sera alors temps, mais seulement en fin d'année, de comparer ce qui a été investi ici et là.

Les projets de la collectivité ne sont pas non plus figés. Les promesses faites s'inscrivent dans un calendrier pluriannuel. Une hausse moins conséquente que la forte augmentation de l'an dernier sur le budget des langues de Bretagne ne signifie pas que nous avons abandonné notre engagement de revivifier le breton et le gallo. Je m'engage à faire appliquer une convention spécifique qui porte de réelles avancées pour nos langues. Cela peut prendre du temps. Des mois de travail et de négociations ont permis d'obtenir il y a quelques jours une lettre d'engagement signée du Ministre de l'Education Nationale Pap Ndiaye. Elle a pour objectif d'amplifier la formation continue des enseignants en langue bretonne, avec un soutien financier complémentaire le cas échéant, et être en mesure de répondre ainsi aux besoins pointés dans la convention spécifique.

La persévérance ne s'entend pas qu'en espèces sonnantes et trébuchantes.

J'entends les interrogations sur ce que nous appelons plan Marshall des langues, sur la garantie universelle d'apprentissage du breton et du gallo. J'y suis sensible car c'est un travail en cours que je suis assidument. Il trouvera son aboutissement cette année et sera présenté dans cet hémicycle en 2023.

L'enveloppe budgétaire doit aussi pourvoir à la feuille de route que nous nous sommes fixée pour l'avenir de l'économie en Bretagne. Notre dynamique d'intervention demeurera forte. Il n'est pas question de mettre en retrait l'action publique, alors que le contexte nous commande de tenir notre rang, a minima. La hausse de l'énergie n'a pas fini d'impacter l'ensemble des filières économiques. Pour bien vivre partout en Bretagne, il faut que les collectivités – et la nôtre en premier lieu – soient au rendez-vous des projets qui construisent et structurent notre territoire par des villes moyennes fortes et des centralités qui s'assument. Nous le devons aux Bretonnes et aux Bretons qui ne s'économisent pas pour garder des conditions de vie dignes alors que les difficultés s'accumulent, celles et ceux qui peinent mais tiennent par leur acharnement dans leur travail, dans leur engagement pour le collectif, sous quelque forme que ce soit. Notre collectivité doit les soutenir et les protéger.

Ce budget est aussi celui qui construit le chemin de leur avenir. Il se doit d'être résolument engagé dans les transitions. C'est pourquoi nous proposons d'abonder de 50 millions d'euros les moyens de production d'énergie. 40 millions seront dédiés à l'installation de panneaux photovoltaïques sur notre patrimoine, ce qui nous permettra de produire notre propre énergie décarbonée et de réduire nos factures d'électricité. 10 millions serviront pour la filière bois-énergie et nourriront la construction du plan Arbre.

C'est aussi pour les Bretonnes et les Bretons que nous maintenons nos engagements pour la formation. Nous souhaitons même aller plus loin dans l'accompagnement individuel des stagiaires, permettant le financement de leur permis de conduire, sous certaines conditions.

Pour tous en Bretagne, l'écologie et l'emploi, le social et les transitions.

Pour bien vivre en Bretagne, il faut aussi pouvoir bien manger. Je le redis ici, l'alimentation est une priorité. La souveraineté alimentaire est une impérieuse nécessité. Nous avons un rôle essentiel pour notre agriculture et nos métiers de la mer. Et nous y travaillons en gardant toujours à l'esprit les exigences écologiques qui s'imposent à nous. Car le développement des uns ne saurait se concevoir sans la prise en compte des autres. J'étais à Bruxelles la semaine dernière encore pour présenter mon avis sur le carbon-farming, adopté à l'unanimité par le Comité des Régions. Ce sujet est bien loin de nous aujourd'hui, enfoui dans les réflexions de la commission pour réduire urgemment nos gaz à effet de serre. Mais ce sujet est primordial, car si les certificats carbone pourront accentuer le stockage du carbone dans le sol, et apporter un revenu supplémentaire aux agriculteurs, il faut poser dès maintenant les garde-fous pour que le marché carbone ne supplante pas le marché de l'alimentation humaine, et penser à intégrer dans l'équation ceux qui stockent naturellement du carbone, avec un système déjà vertueux. Je pense en particulier à l'élevage sur prairie. Bref, là aussi il faut travailler nos cohérences, et mettre du réel dans les textes européens en gestation pour demain.

Ce sont des éléments déterminants de la Bretagne agricole de demain.

Parlant d'avenir je veux aussi évoquer la situation de la pêche et surtout celles des marins pêcheurs. Oui, le Brexit a des conséquences en Bretagne. Le Brexit a des conséquences réelles sur les armements, et nous ne pouvons pas abandonner les pêcheurs en difficulté. Ce plan de sortie de flotte en est l'illustration. Mais c'est la conjonction Brexit + coût de l'énergie qui rend ce plan déflagrateur. Je pense en particulier au Guilvinec et à la Cornouaille. Nous travaillons à l'accompagnement social du Plan en Bretagne avec le Comité des pêches et avec les concessionnaires de nos criées. L'important ce n'est pas tant la casse des bateaux, que les droits de pêche et d'accès. Nous devons nous assurer collectivement que les droits de pêche ne seront

pas perdus, resteront en Bretagne, et ne seront pas concentrés dans quelques ports. C'est ce que nous devons poser dans une vision stratégique régionale de la pêche en cours d'écriture avec les propriétaires portuaires, les concessionnaires et la filière pêche. C'est ce que nous avons écrit à la Première ministre. Je fais ici écho au vœu de Madame Le Callennec. La pêche bretonne a de l'avenir. Ce n'est pas une crise de la ressource halieutique. Elle se porte bien en Atlantique Nord grâce à la bonne gestion des pêcheurs. Mais nous devons créer les conditions du rebond. En particulier, en accompagnant l'indispensable décarbonation de la flotte et des ports. En structurant un marché des produits de la mer responsable, issus de nos côtes, valorisant le travail de nos pêcheurs. En attirant et en formant des jeunes, avenir de la pêche et de la conchyliculture. Nous avons les outils et la volonté. La casse de bateau est généralisée en Europe. Mais si la Bretagne sait rebondir, si elle a une vision claire de ce qu'elle veut faire, elle sera en bonne position pour l'avenir.

Enfin, je souhaite partager avec vous les temps forts pour lesquels la Bretagne sera au rendez-vous en 2023. Ceux avec l'Etat, partenaire privilégié, pour négocier le Contrat de Plan Etat-Région, en particulier sur le volet des mobilités. Cela fera l'objet de débats entre nous cette année. Ceux que nous construisons avec nos amis celtes, que nous recevrons le 10 mars à Lorient lors du premier Forum Celte. Nous accueillerons également à St-Malo le Congrès des Régions en septembre et la Conférence des Régions Périphériques Maritimes en novembre. Autant d'occasions d'inscrire davantage la Bretagne dans une dynamique d'échanges et d'ouverture forte. C'est parce que nous avons déterminé des orientations qui nous donnent un cap clair pour la Bretagne que nous sommes prêts à accueillir et dialoguer de manière constructive avec tous nos partenaires.

Ici, dans cet hémicycle, nous avons ouvert des chantiers de réflexion commune sur l'autonomie, les langues, le logement et l'habitat ou encore l'énergie, qui viennent consolider nos orientations stratégiques. Et je remercie les groupes d'opposition



d'avoir été force de proposition et pour la qualité du travail que nous menons ensemble au fil des mois. C'est l'esprit que j'ai appelé de mes vœux dès mon discours d'investissement.

Aussi, je souhaite que dans ce budget vous trouviez davantage de choses qui nous rassemblent que de motifs de division, car ce qui nous rassemble, c'est la Bretagne. Nous élaborons ici ensemble les conditions de son avenir, de sa stabilité et de sa sérénité. Ce budget est l'aboutissement d'une année de travail en commun et non de tractations de dernière minute.

Stéphane Perrin-Sarzier et ses collègues vous présenteront aujourd'hui et demain les détails du budget 2023 intégrant le budget vert, pour la seconde fois, dans une version augmentée et améliorée qui a été reconnue positivement par le CESER dont je salue ici son Président.

Enfin je vous félicite collectivement car les 58 amendements déposés, discutés, parfois retravaillés sont le gage d'un travail de fond et je veux croire que le débat des prochains jours sera à la hauteur des Bretonnes et Bretons qui nous écoutent.

Alors débattons, profitons de cet hémicycle, profitons de notre liberté, travaillons, et toujours au service des Bretonnes et des Bretons.

Je vous remercie.